

du gouvernement pourrait exercer sur les prix. Ce sont des choses qu'il faudrait examiner plus à fond. Dans ma province, la Saskatchewan, l'effondrement du revenu agricole a suscité des pressions considérables sur l'économie provinciale et les pressions vont aller s'amplifiant, selon moi. Les dernières statistiques sur la population nous donnent une idée de la situation en Saskatchewan; en effet, entre le 1^{er} octobre 1969 et le 1^{er} janvier 1970, la population de cette province a baissé de 8,000, soit de 956,000 à 948,000. Et du 1^{er} octobre 1968 au 1^{er} janvier 1970, la baisse s'établit à environ 12,000 âmes. Cela nous donne une idée de la situation économique de la Saskatchewan. On en a une preuve dans bien des régions, dans les ventes au détail, la fermeture des boutiques et maisons d'affaires, l'accroissement du chômage, la réduction des mises de fonds.

D'autre part, le gouvernement fédéral offre bien peu de programmes pour remédier à la situation au cours de l'année qui vient. Notre programme de développement régional est des plus médiocres. Nous n'avons rien, en fait de projets de travaux publics pour la Saskatchewan, et j'ai l'impression que le gouvernement fédéral ne s'est pas suffisamment soucié du grave problème qui se pose pour l'économie de cette province.

Le gouvernement a laissé entendre qu'il dépenserait près de 100 millions de dollars ou plus pour le programme à l'étude. Je n'en crois rien. De fait, le montant dépensé sera beaucoup moins élevé. Même dans son entourage immédiat, le gouvernement a admis que la réalisation serait beaucoup moins considérable qu'on ne l'a dit. Il s'agit d'un programme à court terme. Il vise avant tout à inciter les agriculteurs à ne pas cultiver leurs terres. Il ne s'agit pas d'un programme de maintien du revenu et il me semble qu'il appartient au gouvernement de se soucier de maintenir le revenu. J'estime qu'il nous faut disposer de plus de programmes destinés à maintenir le revenu des cultivateurs si nous tenons à éviter un désastre.

• (11.40 p.m.)

J'estime qu'il y a eu jusqu'ici une absence totale de planification de l'économie des Prairies, en ce qui concerne les programmes du gouvernement. Il me semble que le gouvernement n'a tenu aucun compte du rapport que vient de publier le Conseil économique du Canada sous le titre «Futur Market Outlets for Canadian Wheats and other Grains», et dont l'auteur est M. S. C. Hudson, agronome

[M. Burton.]

bien connu. Celui-ci note dans son ouvrage que des études portant sur le marché du blé pour les quelques prochaines années ont révélé qu'il y a place pour des emblavures d'une superficie de 23 millions d'acres, ce qui ne représente qu'une diminution de 6 millions d'acres par rapport au chiffre de 1968.

D'autre part, il signale aussi qu'en 1975 presque 8 millions d'acres fertilisés auront été soustraits à la culture du blé et affectés à celles des céréales secondaires, du fourrage et des pâturages, et environ 2 millions d'acres à la graine de colza. Ainsi, d'après ses extrapolations, l'augmentation de la superficie requise par les céréales secondaires, le fourrage et les pâturages, ainsi que pour la production de graine de colza, compense amplement la baisse de la production du blé ou la réduction des emblavures qu'il prévoit. Mais ce sont là des points qui ne figurent pas dans le programme actuel du gouvernement, dans la façon dont le gouvernement traite les agriculteurs en vertu du programme annoncé.

Il ne s'agit pas seulement d'agriculture et d'agriculteurs: il s'agit de toute l'économie des Prairies et de son incidence sur l'économie globale du Canada et sur la société canadienne. Le problème touchera les petites et les grandes villes et la campagne. A mon avis, la situation actuelle et les plans tels qu'ils ont été élaborés peuvent nuire au Canada tout entier.

Je tiens à insister sur le fait que notre parti souscrit corps et âme au principe de la mise en marché bien ordonnée, principe qui subit l'assaut de certains milieux. Il faut trouver moyen d'améliorer le système dans certaines régions, mais je veux que ce soit bien clair: il est crucial et essentiel de maintenir un régime de commercialisation bien à point pour résoudre nos problèmes actuels. Nous devons élargir le système mis en œuvre jusqu'à ce jour, l'élaborer et le pousser, mais il est ridicule d'avoir dit aux fermiers: «Vous avez si bien travaillé et produit tant et tant de nourriture depuis plusieurs années que nous n'avons pas besoin de vous cette année.» Les fermiers devront donc se tapir dans une taupinière, hiverner pendant un an et en sortir au printemps de 1971.

D'après moi, la proposition du gouvernement, si elle réussit à se rendre à terme, sera stérile et destructrice. Je la crois injuste et inéquitable, et elle créera le chaos dans l'économie des Prairies. Nous devons assurer la pérennité de l'agriculture et de l'ossature agricole de l'Ouest du Canada. Il nous faut des programmes bien conçus qui assureront